

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 2005 relatif à l'agrément comme expert énergétique pour habitations et aux conditions d'exécution de l'audit énergétique des habitations, modifiées par les arrêtés des 24 mars 2006 et 23 juin 2006, est abrogé.

Art. 19. Le Ministre arrête la date spécifique d'entrée en vigueur de chaque article.

Art. 20. Le Ministre flamand qui a la Politique de l'Energie dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 janvier 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,
H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 393

[2008/200383]

17 JANVIER 2008

Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu le Règlement n° (CE) 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006, relatif au Fonds européen de développement régional et abrogeant le règlement n° 1783/1999;

Vu le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n° 1260/1999;

Vu le Règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par le décret du 12 février 2004, le décret - programme du 3 février 2005, les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 9 février 2006, notamment les articles 15, alinéa 1^{er} et 18, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 relatif à la mise en œuvre du plan de développement cofinancé par le Fonds de développement régional - Objectif n° 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à la mise en œuvre des régimes spécifiques d'aides à l'investissement prévus dans les Documents uniques de Programmation Objectif 2 (2000-2006) pour les zones Meuse-Vesdre et rural;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 29 septembre 2005, 9 février 2006, 27 avril 2006 et 6 décembre 2006;

Considérant les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du Traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Considérant la décision de la Commission européenne n° 745/06 du 21 février 2007 "Lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013 - Carte des aides d'Etat à finalité régionale : Belgique, Bulgarie, Roumanie;

Considérant l'avis officiel publié au *Moniteur belge* du 21 mars 2007, p. 16068;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 juin 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juin 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.486/2/V, donné le 24 août 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, est complété par les mots suivants :

"17° "complément de programmation "convergence" " : la mise en œuvre de la mesure 1.1 "stimulation des Investissements créateurs d'emplois et de valeur ajoutée" du complément de programmation du Fonds européen de développement régional, ci-après dénommé : "F.E.D.E.R.", conformément à l'article 4 du Règlement n° 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 précité;

18° "complément de programmation "compétitivité et emploi" " : la mise en œuvre de la mesure 1.1 "stimulation des Investissements créateurs d'emplois et de valeur ajoutée" du complément de programmation du F.E.D.E.R. conformément à l'article 5 du Règlement n° 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 précité;

19° "emploi créé" : le ou les emploi(s) supplémentaire(s) créé(s) par rapport à l'effectif de départ visé à l'article 1^{er}, 14°, sauf si l'entreprise est soumise à un objectif d'emploi plus élevé dans le cadre d'un dossier précédent auquel cas cet objectif d'emploi est pris comme effectif de départ;

20° "spin-off ou spin-out" : l'entreprise visée à l'article 5, § 1^{er}, 2°, d, du décret;"

Art. 2. Un article *2bis* rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Art. *2bis*. § 1^{er}. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime financée à 65 % à charge du budget de la Région et à 35 % à charge du F.E.D.E.R., dans le cadre du complément de programmation "convergence" ou du complément de programmation "compétitivité et emploi" à l'entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 :

1° crée dix emplois minimum;

2° relève de secteurs ou parties de secteurs suivants :

- a) les services aux entreprises;
- b) les biotechnologies;
- c) l'industrie chimique et pharmaceutique;
- d) la production ou la mise en œuvre de nouveaux matériaux;
- e) les technologies de l'information et de la communication, telles que l'informatique intelligente, le multimédia, les télécommunications, ainsi que la réception et la transmission;
- f) l'aéronautique et le spatial;
- g) la fabrication de machines et équipements;
- h) la fabrication de matériel médical, de l'instrumentation scientifique, d'optique et de contrôle de procédures;
- i) les plastiques;
- j) la protection de l'environnement;
- k) les énergies renouvelables, l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- l) l'agroalimentaire;
- m) le transport combiné ou l'appui logistique;
- n) les calls centers ou les centres de distribution;
- o) la recherche et développement;
- p) le tourisme.

Le Ministre précise les secteurs visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut également octroyer à l'entreprise visée au § 1^{er} une prime pour un programme d'investissements labellisé dans le cadre des pôles de compétitivité et qui ne se situe pas dans un des secteurs visés au § 1^{er}, 2°, à l'exception des secteurs exclus par l'article 4 du décret.

En outre, le Ministre peut admettre les investissements tels que déterminés à l'article 6 réalisés par une entreprise visée au § 1^{er}, qui ne se situe pas dans un des secteurs visés au § 1^{er}, 2°, à l'exception des secteurs exclus par l'article 4 du décret.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut également octroyer à l'entreprise visée au § 1^{er}, une prime qui constitue une aide complémentaire en fonction de l'intérêt du programme d'investissements pour la Région, selon les pourcentages maxima et critères visés à l'article *7bis*, §§ 1^{er}, c) à g) ou 2, b) à g).

§ 3. La clef de répartition visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peut être augmentée, dans sa partie à charge du F.E.D.E.R., pour l'entreprise visée aux §§ 1^{er} ou 2, qui fait partie d'un pôle de compétitivité et qui crée plus de 50 emplois ou pour l'entreprise visée aux §§ 1^{er} ou 2 qui crée plus de 100 emplois."

Art. 3. L'article 6, § 1^{er}, est complété par l'alinéa suivant :

"L'acquisition de terrain est toutefois limitée à 10 % du programme d'investissements admis pour l'entreprise qui réalise celui-ci dans le cadre du complément de programmation "convergence" ou du complément de programmation "compétitivité et emploi"."

Art. 4. Un article *7bis* rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"*7bis*. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 7, le montant de la prime visée à l'article *2bis*, §§ 1^{er} ou 2, octroyée à l'entreprise visée à l'article *2bis*, §§ 1^{er} ou 2, et relative au complément de programmation "convergence", est déterminé, conformément à l'intensité maximale des aides régionales fixée par la carte des aides d'Etat à finalité régionale approuvée par la Commission européenne le 21 février 2007 et selon les modalités suivantes :

1° une aide de base de 15 % du programme d'investissements admis, augmenté de 5 % s'il s'agit d'une création d'entreprise;

2° une aide complémentaire dans les cas suivants :

- a) 1 % par emploi créé au-delà du seuil minimum d'emplois créés visés à l'article *2bis*, § 1^{er}, 1°, avec un plafond de 5 % maximum;
- b) 5 % en cas de création de 50 emplois minimum s'ajoutant aux 5 % visés au a);
- c) 5 % pour l'entreprise dont le programme d'investissements est labellisé dans le cadre des pôles de compétitivité;
- d) 5 % pour l'entreprise dont le programme d'investissements est localisé dans une zone franche urbaine;
- e) 2 % pour la création de spin-off ou de spin-out;
- f) 2 % pour l'entreprise dont le programme d'investissements présente un caractère innovant;
- g) 2 % pour l'entreprise dont le programme d'investissements porte sur la valorisation d'éco-innovations, l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables ou l'utilisation des meilleures techniques disponibles.

§ 2. Par dérogation à l'article 7, le montant de la prime visée à l'article *2bis*, §§ 1^{er} ou 2, octroyée à l'entreprise visée à l'article *2bis*, §§ 1^{er} ou 2, et relative au complément de programmation "compétitivité et emploi", est déterminé, conformément à l'intensité maximale des aides régionales fixée par la carte des aides d'Etat à finalité régionale approuvée par la Commission européenne le 21 février 2007 et selon les modalités suivantes :

1° une aide de base de 10 % du programme d'investissements admis, augmenté de 5 % s'il s'agit d'une création d'entreprise;

2° une aide complémentaire dans les cas suivants :

- a) 1 % par emploi créé au-delà du seuil minimum d'emplois créés visés à l'article *2bis*, § 1^{er}, 1°, avec un plafond de 5 % maximum;
- b) 5 % pour l'entreprise dont le programme d'investissements est labellisé dans le cadre des pôles de compétitivité;
- c) 5 % pour l'entreprise dont le programme d'investissements est localisé dans une zone franche urbaine;
- d) 2 % pour la création d'une entreprise sous la forme de spin-off ou de spin-out;
- e) 2 % pour l'entreprise dont le programme d'investissement présente un caractère innovant;
- f) 2 % pour l'entreprise dont le programme d'investissements porte sur la valorisation d'éco-innovations, l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables ou l'utilisation des meilleures techniques disponibles.

§ 3. Conformément à l'article 6, alinéa 3, du décret, le Ministre peut estimer quel programme d'investissements présente un intérêt majeur pour le développement durable de la Région. Cet intérêt majeur est réputé avéré si au moins deux des critères visés aux §§ 1^{er}, c) à g), ou 2, b) à f), sont pris en considération pour l'octroi de la prime à l'entreprise visée à l'article 2bis, §§ 1^{er} ou 2."

Art. 5. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les mots "L'administration accuse réception de celle-ci dans les quinze jours de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date de réception de la demande." sont supprimés.

Art. 6. A l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

"Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 5, 3°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la prime, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration. Cette décision prend cours à dater de sa notification à l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation financière portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents d'où il ressort que l'entreprise satisfait à la condition susmentionnée.";

2° l'alinéa 4 est abrogé;

3° à l'alinéa 5, les mots "ou 4" sont supprimés.

Art. 7. L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. Dans les trente jours qui suivent, selon le cas la réception du dossier visée à l'article 8, alinéa 2, des renseignements manquants visés à l'article 9, alinéa 2, ou de la nouvelle situation financière visée à l'article 9, alinéa 3, l'administration informe l'entreprise du fait que sa demande respecte les conditions prescrites aux articles 2 à 4, 5, 1° à 3°, et 6.

Dans les quarante-cinq jours qui suivent la réception du dossier visée à l'article 8, alinéa 2, des renseignements manquants visés à l'article 9, alinéa 2, ou de la nouvelle situation financière visée à l'article 9, alinéa 3, l'administration transmet au Ministre une proposition de décision d'octroi de la prime. L'administration informe l'entreprise selon la procédure déterminée à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2 du décret."

Art. 8. L'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Après négociation avec l'entreprise, et dans les quatre mois de la réception visée à l'article 8, alinéa 2, des renseignements manquants visés à l'article 9, alinéa 2, ou de la nouvelle situation financière visée à l'article 9, alinéa 3, le Ministre prend une décision d'octroi ou de refus de la prime le cas échéant après avis du comité."

Art. 9. L'article 13, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"2° la production par l'entreprise de la preuve du respect des législations et réglementations fiscales et sociales ainsi que de la condition visée à l'article 5, 3°, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation."

Art. 10. A l'article 15, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005, les mots "sous réserve de l'application de dispositions conventionnelles particulières" sont ajoutés après les mots "réglementations environnementales".

Art. 11. A l'article 16, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005, les mots "sous réserve de l'application de dispositions conventionnelles particulières" sont ajoutés après les mots "réglementations environnementales".

Art. 12. Dans le même arrêté, il est inséré un article 17bis rédigé comme suit :

"Art. 17bis. En ce qui concerne l'entreprise visée à l'article 2bis, §§ 1^{er} ou 2, qui bénéficie de la prime visée à l'article 7bis, §§ 1^{er} ou 2, et qui réalise un programme d'investissements admis d'un montant inférieur à un million d'euros, la liquidation de la prime s'effectue en deux tranches comme suit :

1° une première tranche représentant 40 % du montant de la prime si l'entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé au moins 40 % du programme d'investissements admis;

2° une dernière tranche représentant le solde de la prime si l'entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé la totalité du programme d'investissements admis.

En ce qui concerne l'entreprise visée à l'article 2bis, §§ 1^{er} ou 2, qui bénéficie de la prime visée à l'article 7bis, §§ 1^{er} ou 2, et qui réalise un programme d'investissements admis d'un montant d'un million d'euros et plus, la liquidation de la prime s'effectue en trois tranches comme suit :

1° une première tranche représentant 40 % du montant de la prime si l'entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé au moins 40 % du programme d'investissements admis;

2° une deuxième tranche représentant 30 % du montant de la prime si l'entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé au moins 70 % du programme d'investissements admis;

3° une dernière tranche représentant le solde de la prime si l'entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé la totalité du programme d'investissements admis.

Les preuves visées aux alinéas 1^{er}, 1° et 2, 1°, peuvent être produites par l'entreprise au moyen d'une attestation dont le modèle est disponible auprès de l'administration et certifiée sincère et exacte par un réviseur d'entreprises indiquant la réalisation et le paiement des parties concernées du programme d'investissements admis.

Par dérogation aux articles 15, alinéa 1^{er}, et 16, alinéa 1^{er}, la liquidation de chaque tranche de la prime visée aux alinéas 1^{er} ou 2 est subordonnée, outre le respect des formalités visées à l'article 13, alinéa 1^{er}, au respect par l'entreprise des législations et réglementations environnementales."

Art. 13. Dans le même arrêté, il est inséré un article 17^{ter} libellé comme suit :

"Art. 17^{ter}. Le Ministre peut, dans les cas dûment justifiés par l'entreprise visée à l'article 2^{bis}, §§ 1^{er} ou 2, maintenir 50 % du montant de la prime calculé selon les modalités visées à l'article 7^{bis}, § 1^{er}, 1^o, 2^o, c) à g), ou § 2, 1^o, 2^o, b) à f), si au moins 80 % de l'objectif d'emploi visé à l'article 2^{bis}, § 1^{er}, 1^o est atteint."

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 relatif à la mise en œuvre du plan de développement cofinancé par le Fonds de développement régional. — Objectif n° 1 est abrogé.

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à la mise en œuvre des régimes spécifiques d'aides à l'investissement prévus dans les Documents uniques de Programmation Objectif 2 (2000-2006) pour les zones Meuse - Vesdre et rural est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 21 mars 2007.

Art. 17. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 janvier 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 393

[2008/200383]

**17. JANUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004
zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund der Verordnung Nr. (EG) 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1783/1999;

Aufgrund der Verordnung Nr. (EG) 1083/2006 des Rates vom 11. Juli 2006 mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1260/1999;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1628/2006 der Kommission vom 24. Oktober 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf regionale Investitionsbeihilfen der Mitgliedstaaten;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch das Dekret vom 12. Februar 2004, das Programmdekret vom 3. Februar 2005 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und vom 9. Februar 2006, insbesondere Artikel 15, Absatz 1, und Artikel 18, Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Durchführung des durch den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung mitfinanzierten Entwicklungsplans - Ziel 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 zur Durchführung der spezifischen Systeme der Investitionsbeihilfen, die in den Einigen Programmplanungsdokumenten Ziel Nr. 2 (2000-2006) für die Gebiete Maas-Weser und ländliche Gebiete vorgesehen sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, vom 29. September 2005, vom 9. Februar 2006, 27. April 2006, und 6. Dezember 2006;

In Erwägung der Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 87, § 3, a) und c) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und der durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2007-2013;

In Erwägung der Entscheidung der Europäischen Kommission Nr. 745/06 vom 21. Februar 2007 "Leitlinien für staatliche Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2007-2013 - Nationale Fördergebietskarte: Belgien, Bulgarien, Rumänien;

In Erwägung der im Belgischen Staatsblatt vom 21. März 2007, S. 16068, veröffentlichten amtlichen Bekanntmachung;

Aufgrund des am 19. Juni 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juni 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 24. August 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 43.486/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, wird mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"17° "Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz": die Durchführung der Maßnahme "Förderung der Arbeitsstellen und Mehrwert schaffenden Investitionen" der Ergänzung zur Programmplanung des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, weiter unten: "E.F.R.E." genannt, gemäß Artikel 4 der vorerwähnten Verordnung Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006;

"18° "Ergänzung zur Programmplanung "Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung": die Durchführung der Maßnahme 1.1 "Förderung der Arbeitsstellen und Mehrwert schaffenden Investitionen" der Ergänzung zur Programmplanung des E.F.R.E. gemäß Artikel 5 der vorerwähnten Verordnung Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006;

19. "geschaffene Arbeitsstelle": die zusätzliche(n) Arbeitsstelle(n), die im Verhältnis zu der in Artikel 1, 14° erwähnten Ausgangszahl der Beschäftigten geschaffen wird bzw. werden, außer wenn der Betrieb einer höheren Zielsetzung in Sachen Beschäftigung im Rahmen einer vorigen Akte unterliegt, wobei diese Zielsetzung in Sachen Beschäftigung als Ausgangszahl der Beschäftigten genommen wird;

"20° "spin-off oder spin-out": der Betrieb im Sinne von Artikel 5, § 1, 2°, d, des Dekrets;"

Art. 2 - In denselben Erlass wird ein Artikel *2bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *2bis* - § 1. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine zu 65% durch den Haushalt der Region und zu 35% durch den E.F.R.E. finanzierte Prämie gewähren, dies im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz" oder der Ergänzung zur Programmplanung "Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung" für den Betrieb, der neben den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen:

- 1° mindestens zehn Arbeitsplätze schafft;
- 2° den folgenden Sektoren oder Teilen von Sektoren angehört:
 - a) Dienstleistungen an Unternehmen;
 - b) Biotechnologien;
 - c) chemische und pharmazeutische Industrie;
 - d) Produktion oder Anwendung von neuen Materialien;
 - e) Informations- und Telekommunikationstechnologien, wie z. B. die intelligente Datenverarbeitung, die Multimedia-Industrie, die Telekommunikation sowie die Empfangs- und Übertragungstechnologie;
 - f) Luft- und Raumfahrt;
 - g) Fertigung von Maschinen und Ausrüstungen;
 - h) die Fertigung von medizinischem Material, von Instrumenten für die Wissenschaft, die Optik und die Prozesskontrolle;
 - i) Kunststoffe;
 - j) Umweltschutz;
 - k) die erneuerbaren Energien, die rationelle Energienutzung;
 - l) die Land- und Ernährungswirtschaft;
 - n) der kombinierte Verkehr oder die logistische Unterstützung;
 - m) die Call Centers oder die Verteilungszentren;
 - o) die Forschung und Entwicklung;
 - p) der Tourismus.

Der Minister bestimmt die in Absatz 1 erwähnten Sektoren näher.

§ 2. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann ebenfalls dem in § 1 erwähnten Betrieb eine Prämie für ein Investitionsprogramm gewähren, das im Rahmen der Wettbewerbspole mit einem Prädikat versehen ist und das nicht einem der in § 1, 2°, erwähnten Sektoren angehört, mit Ausnahme der durch Artikel 4 des Dekrets ausgeschlossenen Sektoren.

Außerdem kann der Minister die in Artikel 6 bestimmten Investitionen zulassen, die von einem in § 1 erwähnten Betrieb durchgeführt werden, der nicht einem der in § 1, 2° erwähnten Sektoren angehört, mit Ausnahme der durch Artikel 4 des Dekrets ausgeschlossenen Sektoren.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann ebenfalls dem in § 1 erwähnten Betrieb eine Prämie gewähren, die je nach dem Interesse des Investitionsprogramms für die Region eine zusätzliche Beihilfe darstellt, dies gemäß den in Artikel *7bis*, § 1, c) bis g) oder 2, b) bis g) erwähnten maximalen Prozentsätzen und Kriterien.

§ 3. Der in § 1, Absatz 1 erwähnte Verteilerschlüssel kann in seinem Teil zu Lasten des E.F.R.E. für den in § 1 oder § 2 erwähnten Betrieb, der einem Wettbewerbspol angehört und der mehr als 50 Arbeitsplätze schafft, oder für den in § 1 oder § 2 erwähnten Betrieb, der mehr als 100 Arbeitsplätze schafft, erhöht werden."

Art. 3 - Artikel 6, § 1 desselben Erlasses wird mit folgendem Absatz ergänzt:

"Der Erwerb von Land ist jedoch auf 10% des zugelassenen Investitionsprogramms für den Betrieb, der dieses im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz" oder der Ergänzung zur Programmplanung "Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung" durchführt, begrenzt."

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein Artikel *7bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *7bis* - § 1. In Abweichung von Art. 7 wird der Betrag der in Artikel *2bis*, § 1 oder § 2, erwähnten Prämie, die dem in Artikel *2bis*, § 1 oder § 2, erwähnten Betrieb gewährt wird, und die Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz" betrifft, gemäß der maximalen Intensität der regionalen Beihilfen, die durch die von der Europäischen Kommission vom 21. Februar 2007 genehmigten Karte der staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgesetzt wird, gemäß den folgenden Modalitäten bestimmt:

- 1° eine Basisbeihilfe in Höhe von 15% des zugelassenen Investitionsprogramms, erhöht um 5% im Falle einer Betriebsgründung;
- 2° eine zusätzliche Beihilfe in den folgenden Fällen:
 - a) 1% pro geschaffene Arbeitsstelle, die über den in Artikel *2bis*, § 1, 1°, erwähnten Mindestmengen von geschaffenen Arbeitsstellen liegt, mit einer Höchstgrenze von 5%;
 - b) 5% beim Schaffen von mindestens 50 Arbeitsstellen; dies wird mit den unter a) erwähnten 5% kumuliert;
 - c) 5% für den Betrieb, dessen Investitionsprogramm im Rahmen der Wettbewerbspole mit einem Prädikat versehen ist;
 - d) 5% für den Betrieb, dessen Investitionsprogramm in einer städtischen Freizone durchgeführt wird;
 - e) 2% für die Gründung eines spin-off oder spin-out;
 - f) 2% für den Betrieb, dessen Investitionsprogramm einen innovativen Charakter aufweist;
 - g) 2% für den Betrieb, dessen Investitionsprogramm die Verwertung von ökologischen Innovationen, die rationelle Energienutzung und die erneuerbaren Energien oder die Verwendung der besten verfügbaren Techniken betrifft.

§ 2. In Abweichung von Art. 7 wird der Betrag der in Artikel *2bis*, § 1 oder § 2 erwähnten Prämie, die dem in Artikel *2bis*, § 1 oder § 2 erwähnten Betrieb gewährt wird, und die Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz" betrifft, gemäß der maximalen Intensität der regionalen Beihilfen, die durch die von der Europäischen Kommission vom 21. Februar 2007 genehmigten Karte der staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgesetzt wird, gemäß den folgenden Modalitäten bestimmt:

- 1° eine Basisbeihilfe in Höhe von 10% des angenommenen Investitionsprogramms, erhöht um 5% im Falle einer Betriebsgründung;
- 2° eine zusätzliche Beihilfe in den folgenden Fällen:

- a) 1% pro geschaffene Arbeitsstelle, die über den in Artikel 2*bis*, § 1, 1° erwähnten Mindestmengen von geschaffenen Arbeitsstellen liegt, mit einer Höchstgrenze von 5%;
- b) 5% für den Betrieb, dessen Investitionsprogramm im Rahmen der Wettbewerbspole mit einem Prädikat versehen ist;
- c) 5% für den Betrieb, dessen Investitionsprogramm in einer städtischen Freizone durchgeführt wird;
- d) 2% für die Gründung eines Betriebs als spin-off oder spin-out;
- e) 2% für den Betrieb, dessen Investitionsprogramm einen innovativen Charakter aufweist;
- f) 2% für den Betrieb, dessen Investitionsprogramm die Verwertung von ökologischen Innovationen, die rationelle Energienutzung und die erneuerbaren Energien oder die Verwendung der besten verfügbaren Techniken betrifft.

§ 3. In Übereinstimmung mit Art. 6, Absatz 3, des Dekrets kann der Minister einschätzen, welches Investitionsprogramm ein bedeutendes Interesse für die nachhaltige Entwicklung der Region darstellt. Dieses bedeutende Interesse gilt als tatsächlich vorhanden, wenn mindestens zwei der in § 1, c) bis g), oder § 2, b) bis f), erwähnten Kriterien bei der Gewährung der Prämie an den in Artikel 2*bis*, § 1 oder § 2 erwähnten Betrieb berücksichtigt werden."

Art. 5 - In Artikel 8, Absatz 1 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 abgeänderten Fassung wird der Wortlaut "Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen worden; dieses Datum entspricht dem Tag des Eingangs des Antrags" gestrichen.

Art. 6 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Wenn der Betrieb die in Art. 5, 3° erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Prämie; die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit. Dieser Beschluss tritt ab dessen Zustellung an den Betrieb in Wirkung, und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer finanzieller Ausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht und aus dem hervorgeht, dass der Betrieb der vorerwähnten Bedingung genügt."

2° Absatz 4 wird aufgehoben;

3° in Absatz 5 werden die Wörter "oder 4" gestrichen.

Art. 7 - Artikel 10 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 abgeänderten Fassung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 10 - Binnen dreißig Tagen nach dem Empfang, je nach Fall, der in Art. 8, Absatz 2 erwähnten Akte, der in Art. 9, Absatz 2 erwähnten fehlenden Informationen oder der neuen Finanzlage im Sinne von Art. 9, Absatz 3 informiert die Verwaltung den Betrieb darüber, dass sein Antrag die in Artikeln 2 bis 4, 5, 1° bis 3°, und 6 vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt.

Binnen fünfundvierzig Tagen nach dem Empfang, je nach Fall, der in Art. 8, Absatz 2 erwähnten Akte, der in Art. 9, Absatz 2 erwähnten fehlenden Informationen, oder der neuen Finanzlage im Sinne von Art. 9, Absatz 3 übermittelt die Verwaltung dem Minister einen Beschlussvorschlag zur Gewährung der Prämie. Die Verwaltung informiert den Betrieb nach dem in Art. 19, § 1, Absatz 2 des Dekrets festgelegten Verfahren."

Art. 8 - Artikel 12, Absatz 1 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 abgeänderten Fassung wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

"Nach einer Verhandlung mit dem Betrieb und binnen vier Monaten nach dem Empfang, je nach Fall, der in Art. 8, Absatz 2 erwähnten Akte, der in Art. 9, Absatz 2 erwähnten fehlenden Informationen, oder der neuen Finanzlage im Sinne von Art. 9, Absatz 3 fasst der Minister einen Beschluss zur Gewährung oder ggf. Ablehnung der Prämie, dies nachdem der Ausschuss sein Gutachten abgegeben hat."

Art. 9 - Artikel 13, Absatz 1, 2° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° die Vorlage durch den Betrieb des Beweises der Einhaltung der steuerlichen und sozialen Gesetzgebung und Regelungen sowie der in Art. 5, 3°, erwähnten Bedingung während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung vorangeht."

Art. 10 - In Artikel 15, Absatz 1 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 abgeänderten Fassung wird der Wortlaut "unter Vorbehalt der Anwendung besonderer vertraglich vereinbarter Bestimmungen" nach dem Wort "Bestimmungen" eingefügt.

Art. 11 - In Artikel 16, Absatz 1 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 abgeänderten Fassung wird der Wortlaut "unter Vorbehalt der Anwendung besonderer vertraglich vereinbarter Bestimmungen" nach dem Wort "Bestimmungen" eingefügt.

Art. 12 - In denselben Erlass wird ein Artikel 17*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 17*bis* - Was den in Artikel 2*bis*, § 1 oder § 2, erwähnten Betrieb betrifft, der die in Artikel 7*bis*, § 1 oder § 2, erwähnte Prämie in Bezug nimmt, und ein zugelassenes Investitionsprogramm in Höhe von weniger als einer Million Euro durchführt, erfolgt die Auszahlung der Investitionsprämie in zwei Tranchen wie folgt:

1° eine erste Tranche, die 40% des Betrags der Investitionsprämie entspricht, wenn der Betrieb beweist, dass er mindestens 40% des zugelassenen Investitionsprogramms durchgeführt und bezahlt hat;

2° eine letzte Tranche, die dem Restbetrag der Prämie entspricht, wenn der Betrieb beweist, dass er das ganze zugelassene Investitionsprogramm durchgeführt und bezahlt hat.

Was den in Artikel 2*bis*, § 1 oder § 2, erwähnten Betrieb betrifft, der die in Artikel 7*bis*, § 1 oder § 2, erwähnte Prämie in Bezug nimmt, und ein zugelassenes Investitionsprogramm in Höhe von mindestens einer Million Euro durchführt, erfolgt die Auszahlung der Investitionsprämie in drei Tranchen wie folgt:

1° eine erste Tranche, die 40% des Betrags der Prämie entspricht, wenn der Betrieb beweist, dass er mindestens 40% des zugelassenen Investitionsprogramms durchgeführt und bezahlt hat;

2° eine zweite Tranche, die 30% des Betrags der Prämie entspricht, wenn der Betrieb beweist, dass er mindestens 70% des zugelassenen Investitionsprogramms durchgeführt und bezahlt hat;

3° eine letzte Tranche, die dem Restbetrag der Prämie entspricht, wenn der Betrieb beweist, dass er das ganze zugelassene Investitionsprogramm durchgeführt und bezahlt hat.

Die in Abs. 1, 1° und Abs. 2, 1° erwähnten Beweise können vom Betrieb mittels einer Bescheinigung erbracht werden, deren Muster bei der Verwaltung verfügbar ist, die von einem Betriebsrevisor für richtig und vollständig bescheinigt wird und in der die Durchführung und die Bezahlung der betroffenen Teile des zugelassenen Investitionsprogramms angegeben sind.

In Abweichung von Art. 15 Absatz 1 und Art. 16 Absatz 1 unterliegt die Auszahlung jeder Tranche der in Abs. 1 oder 2 erwähnten Prämie, abgesehen von der Einhaltung der in Artikel 13, Absatz 1 erwähnten Formalitäten, auch der Einhaltung durch den Betrieb der umweltrechtlichen Gesetzgebungen und Bestimmungen."

Art. 13 - In denselben Erlass wird ein Artikel 17^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 17^{ter} - Der Minister kann in Fällen, die ordnungsgemäß vom in Artikel 2^{bis}, § 1 oder § 2, erwähnten Betrieb begründet sind, 50% des gemäß den in Artikel 7^{bis}, § 1, 1^o, 2, c) bis g) oder § 2, 1^o, 2^o, b) bis f) erwähnten Modalitäten berechneten Betrags der Prämie aufrechterhalten, wenn mindestens 80% der in Artikel 2^{bis}, § 1, 1^o erwähnten Zielsetzung in Sachen Beschäftigung erreicht werden."

Art. 14 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Durchführung des durch den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung mitfinanzierten Entwicklungsplans - Ziel 1 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 15 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 zur Durchführung der spezifischen Systeme der Investitionsbeihilfen, die in den Einzigsten Programmplanungsdokumenten Ziel Nr. 2 (2000-2006) für die Gebiete Maas-Weser und ländliche Gebiete wird außer Kraft gesetzt.

Art. 16 - Der vorliegende Erlass wird am 21. März 2007 wirksam.

Art. 17 - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Januar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 393

[2008/200383]

17 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1080/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1783/1999;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad van 11 juli 2006 houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds en het Cohesiefonds en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1260/1999;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1628/2006 van de Commissie van 24 oktober 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag betreffende nationale investeringssteun met een gewestelijk doel;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, gewijzigd bij het decreet van 12 februari 2004, het programmadecreet van 3 februari 2005, de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 9 februari 2006, inzonderheid op de artikelen 15, lid 1, en 18, lid 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 betreffende de uitvoering van het ontwikkelingsplan medegefinancierd door het gewestelijke ontwikkelingsfonds — Doelstelling nr. 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de uitvoering van specifieke steunregelingen voor investeringen voorzien in de Enige Programmeringsdocumenten Doelstelling 2 (2000-2006) "Maas-Vesder" en "Plattelandsgebieden";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 29 september 2005, 9 februari 2006, 27 april 2006 en 6 december 2006;

Gelet op de richtsnoeren betreffende de staatssteun met een gewestelijk doel voor de periode 2007-2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 87, § 3, a) en c), van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2007-2013;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie nr. 745/06 van 21 februari 2007 "Richtsnoeren betreffende de staatssteun met een gewestelijk doel voor de periode 2007-2013 - Kaart van de staatssteun met een gewestelijk doel: België, Bulgarije, Roemenië;

Gelet op het officiële bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 2007, blz. 16068;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 juni 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juni 2007;

Gelet op advies nr. 43.486/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 augustus 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen wordt vervangen als volgt :

"1^o "aanvulling op de programmering "convergentie": de uitvoering van maatregel 1.1. "stimulering van de investeringen ten gunste van de werkgelegenheid en de toegevoegde waarde" van de aanvulling op de programmering van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, hierna "EFRO" genoemd overeenkomstig artikel 4 van voornoemde Verordening nr. 108/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006;

18^o "aanvulling op de programmering "concurrentiekracht en werkgelegenheid": de uitvoering van maatregel 1.1. "stimulering van de investeringen ten gunste van werkgelegenheid en toegevoegde waarde" van de aanvulling op de EFRO-programmering overeenkomstig artikel 5 van voornoemde Verordening nr. 1080/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006;

19° "gecreëerde arbeidsplaats": de bijkomende arbeidsplaats(en) gecreëerd ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand bedoeld in artikel 1, 14°, behalve als de onderneming onder een hoger streefcijfer inzake jobcreatie valt in het kader van een vorig dossier waarin dat streefcijfer inzake jobcreatie als aanvankelijk personeelsbestand wordt genomen;

"20° "spin-off of spin-out": de onderneming bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, d, van het decreet;"

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *2bis*. § 1. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een investeringspremie, tegen 65 % gefinancierd ten laste van de gewestbegroting en tegen 35 % ten laste van EFRO, toekennen in het kader van de aanvulling op de programmering "convergentie" of van de aanvulling op de programmering "concurrentiekracht en werkgelegenheid" aan de onderneming die naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2 :

- 1° minstens tien arbeidsplaatsen creëert;
- 2° onder volgende sectoren of sectordelen valt :
 - a) dienstverlening aan ondernemingen;
 - b) biotechnologieën;
 - c) chemische en farmaceutische industrie;
 - d) productie en toepassing van nieuwe materialen;
 - e) informatie- en communicatietechnologieën zoals intelligente informatica, multimedia, telecommunicatie, ontvangst en transmissie;
 - f) lucht- en ruimtevaartnijverheid;
 - g) fabricatie van machines en uitrustingen;
 - h) fabricatie van medisch materiaal, wetenschappelijke instrumentatie, optica en procedurecontroles;
 - j) plastic;
 - j) milieubescherming;
 - k) hernieuwbare energie, rationeel energiegebruik;
 - l) agrovoeding;
 - n) gecombineerd vervoer of logistieke steun;
 - m) call center of distributiecentrum;
 - o) onderzoek en ontwikkeling;
 - p) toerisme.

De Minister bepaalt de sectoren bedoeld in lid 1 nader.

§ 2. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan eveneens een investeringspremie toekennen aan de onderneming bedoeld in § 1 voor een gelabeld investeringsprogramma in het kader van de concurrentiepolen en die niet gelegen is in één van de sectoren bedoeld in § 1, 2°, met uitzondering van de sectoren uitgesloten bij artikel 4 van het decreet.

Daarnaast kan de Minister de investeringen zoals bepaald in artikel 6, door een in § 1 bedoelde onderneming uitgevoerd, die niet gelegen is in één van de sectoren bedoeld in § 1, lid 1, 2°, met uitzondering van de sectoren uitgesloten bij artikel 4 van het decreet.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan eveneens aan de onderneming bedoeld in § 1 een premie toekennen die een bijkomende steun vormt in functie van het belang van het investeringsprogramma voor het Gewest volgens de maximumpercentages en de criteria bedoeld in artikel *7bis*, §§ 1, c) tot g), of 2, b) tot g).

§ 3. De verdeelsleutel bedoeld in § 1, lid 1, kan, in het EFRO-deel, verhoogd worden voor de onderneming bedoeld in §§ 1 of 2, die deel uitmaakt van een concurrentiepool of die meer dan 50 arbeidsplaatsen creëert of voor de onderneming bedoeld in §§ 1 of 2 die meer dan 100 arbeidsplaatsen creëert."

Art. 3. Artikel 6, § 1, wordt aangevuld met volgend lid :

"De aankoop van grond wordt evenwel beperkt tot 10 % van het toegelaten investeringsprogramma voor de onderneming die dat programma uitvoert in het kader van de aanvulling op de programmering "convergentie" of van de aanvulling op de programmering "concurrentiekracht en werkgelegenheid."

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel *7bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *7bis*. § 1^{er}. In afwijking van artikel 7 wordt het bedrag van de premie bedoeld in artikel *2bis*, §§ 1 of 2, toegekend aan de onderneming bedoeld in artikel *2bis*, §§ 1 of 2 en met betrekking tot de aanvulling op de programmering "convergentie", berekend overeenkomstig de maximumintensiteit van de geweststeun bepaald bij de kaart van de staatssteun met een gewestelijk doel, goedgekeurd door de Europese Commissie op 21 februari 2007, volgens deze modaliteiten :

- 1° een basissteun van 15 % van het toegelaten investeringsprogramma, vermeerderd met 5 % als het de oprichting van een onderneming betreft;
- 2° bijkomende steun in de volgende gevallen :
 - a) 1 % per gecreëerde arbeidsplaats bovenop de minimumdrempels voor gecreëerde arbeidsplaatsen bedoeld in artikel *2bis*, § 1, lid 1, met een maximumpercentage van 5 %;
 - b) 5 % bij de creatie van minstens 50 arbeidsplaatsen, gevoegd bij de 5 % bedoeld onder a);
 - c) 5 % voor de onderneming waarvan het investeringsprogramma gelabeld is in het kader van de concurrentiepolen;
 - d) 5 % voor de onderneming waarvan het investeringsprogramma gelegen is in een stedelijk vrij gebied;
 - e) 2 % voor de oprichting van een spin-off- of een spin-out-beleid;
 - f) 2 % voor de onderneming waarvan het investeringsprogramma een innoverend karakter vertoont;
 - g) 2 % voor de onderneming waarvan het investeringsprogramma betrekking heeft op de valorisering van eco-innovaties, het rationeel energiegebruik en de hernieuwbare energie of het gebruik van de beste beschikbare technieken.

§ 2. In afwijking van artikel 7 wordt het bedrag van de premie bedoeld in artikel 2, §§ 1 of 2, toegekend aan de onderneming bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1 of 2, en met betrekking tot de aanvulling op de programmering "concurrentiekracht en werkgelegenheid", berekend overeenkomstig de maximumintensiteit van de geweststeun bepaald bij de kaart van de staatssteun met een gewestelijk doel, goedgekeurd door de Europese Commissie op 21 februari 2007, volgens deze modaliteiten :

1° een basissteun van 10 % van het toegelaten investeringsprogramma, vermeerderd met 5 % als het de oprichting van een onderneming betreft;

2° bijkomende steun in de volgende gevallen :

a) 1 % per gecreëerde arbeidsplaats bovenop de minimumdrempels voor gecreëerde arbeidsplaatsen bedoeld in artikel 2*bis*, § 1, 1°, met een maximumpercentage van 5 % ;

b) 5 % voor de onderneming waarvan het investeringsprogramma gelabeld is in het kader van de concurrentiepolen;

c) 5 % voor de onderneming waarvan het investeringsprogramma gelegen is in een stedelijk vrij gebied;

d) 2 % voor de creatie van een middelgrote onderneming in de vorm van een spin-off of een spin-out;

e) 2 % voor de onderneming waarvan het investeringsprogramma een innoverend karakter vertoont;

j) 2 % voor de onderneming waarvan het investeringsprogramma betrekking heeft op de valorisering van eco-innovaties, het rationeel energiegebruik en de hernieuwbare energie of het gebruik van de beste beschikbare technieken.

§ 3. Overeenkomstig artikel 6, lid 3, van het decreet mag de Minister schatten welk investeringsprogramma een hoog belang vertoont voor de duurzame ontwikkeling van het Gewest. Dat hoge belang wordt aangetoond geacht als minstens twee van de criteria bedoeld in §§ 1, c) tot g), of 2, b) tot f), in overweging genomen worden voor de toekenning van de premie aan de onderneming bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1 of 2."

Art. 5. In artikel 8, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de woorden "Het bestuur bericht ontvangst binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag en bepaalt de datum waarop het investeringsprogramma in aanmerking wordt genomen. Die datum stemt overeen met de datum van ontvangst van de aanvraag," geschrapt.

Art. 6. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 3 wordt vervangen als volgt :

"Als de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 5, 3°, niet naleeft, neemt de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de door het bestuur aan de onderneming medegedeelde premie. Die beslissing gaat in te rekenen van de kennisgeving ervan aan de onderneming en eindigt te rekenen van de ontvangst door het bestuur van een nieuwe financiële toestand betreffende één van beide navolgende boekjaren waaruit blijkt dat de onderneming voldoet aan bovenvermelde voorwaarde.";

2° lid 4 wordt opgeheven;

3° in het vijfde lid vervallen de woorden "of 4".

Art. 7. Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005, wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. Binnen volgende dertig dagen, al naar gelang het geval na ontvangst van het in artikel 8, tweede lid, bedoelde dossier van de ontbrekende gegevens bedoeld in artikel 9, tweede lid, of van de nieuwe financiële toestand bedoeld in artikel 9, derde lid, licht het bestuur de onderneming erover in dat haar aanvraag de voorwaarden van de artikelen 2 tot 4, 5, 1° tot 3, en 6 in acht neemt.

Binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangst van het in artikel 8, tweede lid, bedoelde dossier van de ontbrekende gegevens bedoeld in artikel 9, tweede lid, of van de nieuwe financiële toestand bedoeld in artikel 9, derde lid, maakt het bestuur een voorstel tot beslissing tot toekenning van de premie aan de Minister over. Het bestuur licht de onderneming in volgens de procedure bepaald in artikel 19, § 1, lid 2 van het decreet."

Art. 8. Artikel 12, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005, wordt vervangen als volgt :

"Na onderhandeling met de onderneming en binnen de vier maanden volgend op de in artikel 8, lid 2, bedoelde ontvangst van de ontbrekende gegevens bedoeld in artikel 9, tweede lid, of van de nieuwe financiële toestand bedoeld in artikel 9, derde lid, neemt de Minister een beslissing tot toekenning of weigering van de premie in voorkomend geval na advies van het comité."

Art. 9. Artikel 13, lid 1, 2°, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

"2° de voorlegging door de onderneming van het bewijs dat zij de fiscale en sociale wet- en regelgeving naleeft, en dat zij voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 5, 3°, tijdens het afgesloten boekjaar voorgaand aan het verzoek om uitbetaling."

Art. 10. In artikel 15, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005, worden de woorden "onder voorbehoud van de toepassing van bijzondere overeenkomstbepalingen" toegevoegd na de woorden "niet naleeft".

Art. 11. In artikel 16, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005, worden de woorden "onder voorbehoud van de toepassing van bijzondere overeenkomstbepalingen" toegevoegd na de woorden "niet naleeft".

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een artikel 17*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 17*bis*. Wat betreft de onderneming, bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1 of 2, die in aanmerking komt voor de premie bedoeld in artikel 7*bis*, §§ 1 of 2 en die een toegelaten investeringsprogramma uitvoert met een bedrag lager dan één miljoen euro, wordt de premie in twee schijven uitbetaald, als volgt :

1° een eerste schijf die 40 % vertegenwoordigt van het bedrag van de premie als de onderneming het bewijs levert dat zij minstens 40 % van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft;

2° een laatste schijf die het saldo van de premie vertegenwoordigt als de onderneming het bewijs levert dat zij het gehele toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft.

Wat betreft de onderneming, bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1 of 2, die in aanmerking komt voor de premie bedoeld in artikel 7*bis*, §§ 1 of 2 en die een toegelaten investeringsprogramma uitvoert met een bedrag van één miljoen euro en meer, wordt de premie in drie schijven uitbetaald, als volgt :

1° een eerste schijf die 40 % vertegenwoordigt van het bedrag van de premie als de onderneming het bewijs levert dat zij minstens 40 % van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft;

2° een tweede schijf die 30 % vertegenwoordigt van het bedrag van de premie als de onderneming het bewijs levert dat zij minstens 70 % van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft;

3° een laatste schijf die het saldo van de premie vertegenwoordigt als de onderneming het bewijs levert dat zij het gehele toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft.

De bewijzen bedoeld in leden 1, 1°, en 2, 1°, kunnen voorgelegd worden door de onderneming middels een attest waarvan het model beschikbaar is bij het bestuur, oprecht en waar verklaard door een bedrijfsrevisor om aan te tonen dat de betrokken delen van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald zijn.

In afwijking van de artikelen 15, lid 1, en 16, lid 1, wordt de uitbetaling van elke schijf van de premie bedoeld in leden 1 of 2, naast de inachtneming van de formaliteiten bedoeld in artikel 13, lid 1, ondergeschikt gemaakt aan de naleving van de milieuwet- en -regelgeving."

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt een artikel 17ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 17ter. De Minister kan in de gevallen die behoorlijk verantwoord worden door onderneming bedoeld in artikel 2bis, §§ 1 of 2, 50 % van het bedrag van de premie, berekend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 7bis, § 1, 1°, 2°, c) tot g), of § 2, 1°, 2°, b) tot f), behouden als minstens 80 % van de werkgelegenheidsdoelstelling bedoeld in artikel 2bis, § 1, lid 1, 1°, bereikt wordt."

Art. 14. Het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 betreffende de uitvoering van het ontwikkelingsplan medegefinancierd door het gewestelijke ontwikkelingsfonds. — Doelstelling wordt opgeheven.

Art. 15. Het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de uitvoering van specifieke steunregelingen voor investeringen voorzien in de Enige Programmeringsdocumenten Doelstelling 2 (2000-2006) "Maas-Vesder" en "Plattelandsgebieden" wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 maart 2007.

Art. 17. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 januari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 394

[2008/200384]

17 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu le Règlement (CE) n° 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006, relatif au Fonds européen de Développement régional et abrogeant le Règlement n° 1783/1999;

Vu le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de Développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1260/1999;

Vu le Règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par le décret du 12 février 2004 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 9 février 2006, notamment les articles 19, alinéas 1^{er} et 2, et 23, alinéa 1^{er}, du décret;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 9 février 2006, 27 avril 2006 et 6 décembre 2006;

Considérant les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 87, § 3, a) et c), du Traité instituant la Communauté européenne et les plafonds fixés par les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013;

Considérant la décision de la Commission européenne n° 745/06 du 21 février 2007 "Lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007-2013 - Carte des aides d'Etat à finalité régionale : Belgique, Bulgarie, Roumanie;

Considérant l'avis officiel publié au *Moniteur belge* du 21 mars 2007, p. 16068;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 juin 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juin 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.867/2/V, donné le 24 août 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, est remplacé par la disposition suivante :

"4° "la moyenne entreprise" : l'entreprise visée à l'article 3, § 3, du décret dont l'effectif d'emploi et les seuils financiers sont ceux visés à l'article 2.1. de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises et à l'exclusion de la catégorie de la petite entreprise visée au point 5;"